



HAL
open science

La pensée économique à l'épreuve de la crise de 2008

Jérôme Maucourant

► **To cite this version:**

Jérôme Maucourant. La pensée économique à l'épreuve de la crise de 2008. Potier, Jean-Pierre. Les marmites de l'histoire - mélanges en hommage à Pierre Dockès, Classiques Garnier, pp.465-492, 2014, La bibliothèque de l'économiste. halshs-01012848

HAL Id: halshs-01012848

<https://shs.hal.science/halshs-01012848>

Submitted on 25 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour citer cet article : Jérôme Maucourant, « La pensée économique à l'épreuve de la crise de 2008 », pp. 465-492 dans J. P. Potier dir., *Les marmites de l'histoire - mélanges en hommage à Pierre Dockès*, Classique Garnier, 2014.

Jérôme Maucourant¹

17 février 2011

La pensée économique à l'épreuve de la crise de 2008

Introduction- *Economie politique ou science économique ?-*

La perpétuation, spécialement en Europe, des logiques libérales au sein des politiques économiques, deux années après la crise de 2008, peut surprendre. À côté d'une façon de « keynésianisme du désastre », que l'on tente d'occulter ou d'abandonner, parce que le fétiche de la « reprise » semble paraître ou que les dettes publiques semblent excessives désormais, les offensives visant à la réduction des sphères publiques ont repris de la vigueur. Le FMI reprend son rôle de syndic de la banque internationale et les velléités de réglementation de la finance sont presque oubliées. À la *déflation du public* s'ajoute l'*amoindrissement du commun* : comme jamais, les lieux du commun se réduisent à mesure que s'utilisent à l'excès les ressources naturelles et que se constatent les irréversibilités environnementales. Tel est, sans doute, le prix à payer pour que la croissance des pays « émergents » ranime le Capital défaillant. Sans doute, mais pas seulement.

Il est essentiel de prendre en compte un *effet de rémanence idéologique*. Le libéralisme, comme culture, s'est enraciné depuis deux siècles ; il possède, à l'image du discours religieux, une capacité étonnante à immuniser les consciences collectives des chaos du monde réel qu'il contribue à produire et entretenir. Sans ce ciment qui unit les consciences, le capitalisme ne tiendrait pas longtemps. Un aspect de cette culture nous concerne précisément : la croyance en *une* « science économique », fiction qui rationalise, organise et justifie notre monde à partir de la référence centrale au « marché ». En ce sens, une part des productions savantes a une fonction mythopoiétique. D'où l'effet en retour que l'on doit signaler : si des mythes économiques contribuent à construire le monde, il faut les identifier comme tels et, finalement, alimenter la controverse sur le soubassement d'une science construite sur la centralité du marché. Cette place occupée par le marché a un avantage important dans le champ académique : négliger la puissance structurante du Capital. L'obsession du marché, en effet, revient à méconnaître la force d'un rapport social spécifique de séparation, ce qui est la marque de fabrique de l'idéologie ordinaire unissant dans le règne de l'idéal ce qui est séparé dans l'empire du matériel.

Nous ferons donc, en premier lieu, une brève esquisse de ce qui fut « l'impérialisme de l'économie » des années 1970-1990, mouvement poussant l'économie « hors d'elle-même »² et approfondissant l'autonomie supposée de celle-ci vis-à-vis des autres sciences sociales. En conséquence, il s'est constitué une clôture de la théorie, qui s'est immunisée contre nombre de faits : on prétend encore que la solution à la crise actuelle est l'institution de nouveaux marchés et la liquidation de tout ce qui peut s'apparenter à des garanties de l'Etat. Ces mécanismes de défense surgissent avec une vigueur qu'on ne lui avait pas connue depuis les années 1930, même s'il faisait quelques années que les crises mineures du capital mondialisé, celles des années 1990, suscitaient semblable tropisme.

¹ Jérôme Maucourant - Université de Lyon, 42023 Saint-Etienne - Université Jean Monnet - UMR 5206 Triangle - Référence électronique : <http://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article232>

² Annie Cot (1988), *L'économie hors d'elle-même – essai sur le néo-utilitarisme*, deux tomes, thèse d'état dirigée par H. Brochier, Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne).

Ensuite, nous aborderons, successivement, l'étude de fragments révélateurs de trois importants économistes contemporains, dans le dessein d'illustrer que l'occultation du Capital, au profit du marché ou de ses simulacres, implique des impasses. Comme le prix « en mémoire d'Alfred Nobel » (offert par la Banque de Suède) est la distinction qu'affectionnent les économistes du courant dominant, nous choisirons donc d'évoquer quelques aspects des travaux de North, Stiglitz et Krugman. Bien que le triomphe de la « mentalité de marché »³ ait durablement ossifié le travail de nombreux économistes, ces économistes de renom se sont autorisés quelques émancipations révélatrices vis-à-vis de carcans longtemps respectés. Ce sont les graves dérives de la *science économique* qui les ont conduits à prendre leur distance vis-à-vis de discours ou de pratiques, lesquels, risquaient, à terme, de discréditer leur idéal scientifique. Stiglitz et Krugman sont assurément les plus critiques sur l'idéologie dominante imprégnant la grande majorité de leurs collègues⁴, North prétendant, de façon moins hérétique, construire un cadre qui englobe la théorie néoclassique, de façon à rendre compte du changement. Néanmoins, le fait est que tous, à leur façon, redécouvrent la question politique, sans s'engager réellement sur la voie de l'*économie politique* qu'il nous faut distinguer de la *science économique*, structurée par une logique formaliste⁵.

Avant de conclure sur la nécessité d'aller au-delà de l'offre et de la demande, nous évoquerons une pensée française dans la mondialisation : Pierre Dockès s'inquiète de ce que la peur de la mondialisation ne soit que l'expression d'une peur régressive de l'altérité. Cette crainte sérieuse ne devrait-elle pas, pourtant, nous faire oublier que le « protectionnisme social et écologique » a des forts arguments en sa faveur, notamment dans l'Europe de ce début de siècle ?

L'empire fragile de la « science économique »

L'omniprésence du marché dans le discours économique a de quoi surprendre : les fluctuations des variables économiques sont censées s'expliquer en vertu du travail équilibrant des « forces du marché », alors qu'on n'a nullement démontré formellement que celles-ci puissent *normalement* produire un équilibre. C'est d'ailleurs pourquoi l'ambitieux programme de recherche centré autour de « l'équilibre général » s'est liquéfié. Ainsi, nombre de discours ont proliféré autour de la question institutionnelle. Or, les termes de celle-ci sont souvent fixés par une certaine « science des choix », l'économie dominante, qui a, toujours, pour idéal *constitutif et normatif* le Marché, c'est-à-dire les marchés libres, ouverts et concurrentiels. Même les économistes, acquis aux thèses néoinstitutionnalistes, admettent que si l'économie *réellement existante* était constituée de marchés libres fonctionnant sans coûts de transaction, nous serions dans ce meilleur des mondes qui ferait l'économie de cette ennuyeuse question institutionnelle. Or, nous sommes d'avis que cette référence obligée au Marché, dominante chez les économistes professionnels, est une cause empêchant que ne vacille vraiment le paradigme dominant. C'est pourquoi, au lieu de *penser le marché* ou ses

³ Karl Polanyi, (1947) « La mentalité de marché est obsolète », pp. 505-519, dans M. Cangiani, J. Maucourant eds., *Essais de Karl Polanyi*, Paris, Seuil, 2008. Titre original anglais : « Our obsolete market mentality ».

⁴ Ce fait doit être noté, même si la vigueur de leur opposition aux intérêts établis s'est manifestée à un moment où ceux-ci s'étaient largement distingués dans le monde académique. Comme si la critique de l'orthodoxie ne pouvait se faire que dans la gratuité : ces deux grands économistes n'avaient plus grand chose à perdre. Veblen, en revanche, avait déjà refusé une grande distinction américaine en 1926, à la fin de sa carrière, arguant qu'il était trop tard : il ne fut jamais que professeur assistant. À l'époque, la liberté de la parole se payait déjà cher. Comment ne pas penser que le biais idéologique, pesant sur le travail savant, aujourd'hui comme hier, n'aurait pas d'impact sur la production intellectuelle ? S'agissant de la création d'une nouvelle association professionnelle, née en France après la crise de 2008 (Association Française d'Économie Politique, AFEP), on peut se référer à André Orléan : « *Pourquoi cette association ? Nous nous sommes réunis parce que, tous, nous partageons une même conception de ce que doit être le travail de l'économiste : une conception qui met au premier plan le pluralisme et l'ouverture intellectuelle, autrement dit la nécessité du débat contradictoire. Au cours des dernières années, nous avons tous vécu ce sentiment angoissant d'une fermeture progressive de la réflexion économique autour de propositions et de méthodes devenues dogmes ; ce que certains étudiants n'avaient pas hésité à qualifier d'autisme* ». Cf. <http://www.assoekonomiepolitique.org/spip.php?article35>

⁵ Cf. Karl Polanyi, (1947), « L'économie en tant que procès institutionnalisé », pp. 53-77, dans M. Cangiani, J. Maucourant eds., *Essais de Karl Polanyi*, Paris, Seuil, 2008. Titre original anglais : « The economy as instituted process ».

alternatives, ce qui est l'ambition de la *science économique*, nous proposons que l'*économie politique* se donne comme objectif possible de comprendre *comment le marché nous pense*.

À cet égard, pendant longtemps, *l'impérialisme de l'économie* a permis de masquer les fêlures internes à la discipline. Au moment où la théorie de l'équilibre général aboutit à une impasse reconnue, durant les années 1970, on s'est plu, grâce aux travaux de l'école de Chicago, à étendre sans fin le champ de l'analyse économique, au crime, à la famille, à la politique, *etc.* On a qualifié d'inventivité ce qui était avant tout un *système de simulacres*, dans lequel les comportements humains pouvaient être compris comme s'ils étaient régis par le marché. Ces économistes ont rationalisé, dans le langage de l'économie dominante, les illusions autrefois dénoncées par Veblen : « *La situation économique courante se résume à un système de prix. Dans l'ordre des choses de la civilisation moderne, les institutions économiques sont (en priorité) des institutions qui expriment le système de prix [...] ce schéma mental et institutionnel a acquis une force si envahissante qu'il a été appliqué, souvent comme une évidence très naturelle, à des faits dont, ni les fondements ni la mesure, ne sont pécuniaires telles les œuvres d'art, la recherche scientifique, l'éducation et la religion* »⁶.

À défaut d'évidence de marchés, on a donc joué ostensiblement au marché. On a même prétendu que les règles sociales obéissaient également à l'analyse économique traditionnelle, pour peu que les institutions fussent assimilables à des biens pris dans le tourment de la concurrence. L'évolution sociale vers le meilleur des mondes était garantie, les forces du marché et la mécanique de l'évolution institutionnelle ayant des ressorts analogues à trouver dans la rationalité utilitaire. La « *new institutional economics* » a particulièrement illustré, dans années 1970-1980, ce type de croyance : il aurait existé une « *main invisible* » des institutions tendant à construire un monde à l'image du capitalisme anglo-saxon, le travail de l'économiste étant de comprendre les raisons qui empêchent, aujourd'hui comme hier, certaines sociétés de tendre vers cet optimum social. La téléologie de l'approche était implicite : le passé n'était qu'une déclinaison imparfaite de l'avenir radieux façonné par un système de marchés régulateurs. Au-delà des invraisemblances méthodologiques, des controverses sans fin sur la nature positive ou normative des connaissances produites, le monde académique tout entier subissait de façon croissante l'empire de l'économisme. Sociologues et historiens, vaguement jaloux, pouvaient donc introduire dans leurs disciplines les avatars de la mentalité savante de marché.

La force de celle-ci n'est pas fondée sur des réalités objectives, mais sur une sorte d'autopoïèse propre au champ universitaire : les rapports académiques, fondés sur la sagesse conventionnelle du moment, décidait de l'avenir des textes aspirant à la reconnaissance. Nombres d'auteurs écrivaient conformément à l'air du temps : la fin du soviétisme et l'essor du capitalisme financier semblait inaugurer une ère nouvelle, qui ne s'est avéré, au mieux, qu'un « *intersiècle américain* »⁷. Par ailleurs, l'intégration des universitaires dans la machinerie économique du Capital rendait difficile la fabrique d'opinions critiques⁸. L'esprit scientifique, entendu comme intérêt au désintéressement, ne pouvait

⁶ T. Veblen, *The place of science in modern civilization and other essays*, New York, Viking Press, 1919, p. 255, cité par J. Eatwell & J. Robinson, *L'économie moderne*, Paris : Mc Graw Hill, 1979, pp. 58-59.

⁷ Pour reprendre ce qu'écrit Jacques Sapir, *Le nouveau XXI^{ème} siècle – du siècle américain au retour des nations*, Paris, Seuil, 2008, p. 191.

⁸ Daniel Cohen, avant la grande débâcle de l'année 2008, jugeait que la liquidation du capital public et la croissance corrélative de la finance de marché sont des nécessités et non des modes de soumission à un modèle contingent. Il faut bien sûr préciser la place de cet économiste : *senior adviser* auprès de la Lazard Frères en 2005, alors qu'il était déjà professeur à l'École normale supérieure et membre du Conseil d'Analyse Économique, attaché au Premier Ministre. Il affirmait ainsi : « *Une fois avalées quelques dernières pilules amères, comme l'ouverture du capital d'EDF, la France aura accompli le gros de l'adaptation à l'Europe et au monde qui empoisonne sa vie politique depuis vingt ans* » (cité par Serge Halimi, « Pour démanteler l'État-providence - L'éternelle quête du modèle étranger », *Le Monde diplomatique*, Octobre, 2005, (<http://www.monde-diplomatique.fr/2005/10/HALIMI/12813>)). À l'inverse de la cécité de cet économiste, perdu au milieu de la débâcle de 2008, il faut souligner la clairvoyance d'un sociologue de l'économie, qui eut beaucoup de peines à publier un livre décrivant le mécanisme de la crise dès 2005 : cf. Paul Jorion, *La crise du capitalisme américain*, Editions du croquant, 2009, 2007 pour la première édition, pp. 220 sq. Un extrait de ce livre a même été publié en 2005 : Paul Jorion, « L'endettement excessif aux États-Unis et ses raisons historiques », *Revue du MAUSS*, 2006/1 (no 27), pp. 322-342.

manquer de souffrir dans de telles conditions. Cela était, en particulier, vrai des mises en garde contre les euphories boursières, car tout raisonnement baissier, surtout émanant d'économistes prestigieux, aurait tendu à enrayer l'enrichissement de la communauté financière. Mieux, l'adoption par le monde politique du langage et des formulations de l'économicisme, parce qu'il favorisait l'emprise du Capital, donnait lieu à la formation d'un monde régi par une sorte de religion. Le contrat de travail, la gestion de la monnaie, les politiques publiques : plus rien ne devait échapper à la fiction de la marchandise.

Plus généralement, l'insertion réussie de brillants économistes dans la Haute Finance ne favorise pas leur aptitude critique vis-à-vis du monde existant, pourrait-on faire aussi remarquer dans le sillage de Galbraith et Marx Ces considérations ont été oubliées avec le recul ou l'effacement de ce qu'on appelle aujourd'hui les « hétérodoxies » en économie, dont le marxisme était bien sûr une part importante. Mais, la crise actuelle aidant au retour du spectre de Marx, on se souviendra peut-être que l'existence sociale détermine souvent la conscience. La légitimité de notre propos tient en ceci : l'économiste comme le socio-économiste, même s'il hésite souvent à reconnaître que son discours produit le monde autant qu'il ne le reflète, reste dans son rôle en critiquant des éléments de l'idéologie affectant son contexte de vie et de pensée. L'idéologie, entendue comme système de fictions actives⁹ est, certes, une notion qu'il faut revoir à nouveaux frais. Pour l'heure, il importe de rappeler que les rapports qu'entretiennent le monde matériel et l'idéologie doivent être pensés dans leurs relations réciproques. C'est pourquoi, il conviendrait que les sciences sociales, pour asseoir leur caractère scientifique, produisent une nouvelle critique des éléments de l'idéologie les affectant¹⁰.

L'histoire de la pensée économique, et notamment l'histoire de la pensée contemporaine, pourrait ainsi participer du caractère scientifique de la discipline, parce que l'étude précise des mécanismes par lesquels une théorie en vient à être dominante est un moment privilégié permettant de faire la part de sa dimension idéologique. Il nous faudrait donc admettre que le savoir économique n'est pas une science au sens où la physique peut l'être : c'est précisément pourquoi la connaissance de l'histoire de la discipline et la sociologie ont, en économie, une place qu'elles ne peuvent avoir en physique¹¹. Ceci n'est pas forcément une mauvaise nouvelle après quelques décennies d'un *scientisme économiste*, qui n'a nullement accompli ce qu'il promettait, c'est-à-dire la transformation de l'économie et de l'histoire économique en des sciences conçues selon une façon de physicalisme. L'étude des évolutions d'économistes, grandement reconnues par le courant dominant, peut nous aider à la critique de la science économique, chose utile pour l'obtention d'un savoir raisonnable et raisonné sur l'économie et la société.

North ou la nouveauté problématique du néoinstitutionnalisme

Le travail de North a servi d'auxiliaire efficace de la « mentalité de marché » en histoire économique. Avec une efficacité certaine : nombre d'historiens, qui se désolaient de ne pas constituer leur discipline en « science » véritable, se sont jetés dans les bras du « néo-institutionnalisme ». En effet, après l'obtention de son « Prix Nobel », North a tenté de gommer une caractéristique, qui gouverna longtemps ses écrits, un fonctionnalisme empreint de téléologie¹². Ce travers est, en effet, généralement rédhibitoire d'un point de vue historien. Pourtant, les déclarations de principes ne signifient pas nécessairement qu'une rupture épistémologique soit accomplie.

Désertant l'enquête historique *stricto sensu* pour des considérations sur la méthode, North tente de s'éloigner d'une des conceptions naïves de l'efficacité et de la connaissance qui sont courantes chez les économistes. En 2005, il critique la « *théorie néoclassique* », qui fait l'impasse sur la question

⁹ On peut entendre cette expression au sens de fictions « performatives ». cf. Nicolas Brisset (2010), « Une lecture performativiste de Karl Polanyi », XIIIe colloque international bisannuel de l'Association Charles Gide pour l'Étude de la Pensée Économique (A.C.G.E.P.E.), organisé par le PHARE (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), « Les institutions dans la pensée économique », du 27 au 29 mai 2010.

¹⁰ Il s'agit donc de promouvoir une réflexivité comme condition de production du savoir, ce que quoi P. Bourdieu a insisté.

¹¹ Cette proposition ne nous semble pas contradictoire avec le propos général de Jean Bricmont & Alan Sokal, *Impostures intellectuelles*, Paris, Odile Jacob, 1997 (notamment dans leur controverse avec Bruno Latour, pp. 92-94).

¹² Ce que Veblen dénonçait déjà dans sa critique du marginalisme de la fin du XIXième siècle.

essentielle de l'origine des perceptions des individus, car on ne peut supposer que « *les gens savent ce qu'ils font* ». Dès que des choix complexes sont en jeu, précise-t-il : « *on ne dispose que d'informations incomplètes, interprétées à l'aide de modèles subjectifs* »¹³. La science économique ne pourrait plus seulement être une théorie des choix, elle devrait aussi être une théorie de « l'échafaudage »¹⁴, conçu par l'espèce humaine, qui est *en deçà* des choix. Il précise la nature de ces « échafaudages », cette fois au pluriel : ils sont clairement assimilés au « *contexte culturel* », qui « *encadre les interactions humaines* »¹⁵. Ce faisant, il serait possible d'expliquer le « *processus du changement économique* », ce que « *la théorie économique ne prétend pas expliquer* »¹⁶, et de rendre compte de ce que l'histoire économique soit, bien souvent, une histoire malheureuse¹⁷.

Mais, ce tournant culturaliste, qui est une vérité de l'évolution de North, rompt-il avec son économisme originel ? Il est difficile de répondre à cette question nécessaire. Pour une part, ce n'est assurément pas le cas. Il s'agit, en fait, pour lui, de *prolonger* l'édifice néoclassique en l'habillant de considérations issues de la psychologie évolutionniste et des sciences cognitives. Que ce prolongement soit jugé « *très substantiel* »¹⁸ par North et sa filiation académique est une affaire de goût : en aucune façon, ses travaux des années 1970 ne sont niés, car il s'agit simplement de comprendre pourquoi les « *structures incitatives* »¹⁹, jugés responsables de « *l'essor du monde occidental* », n'ont pas été adoptées par d'autres mondes. Le fond de l'affaire, très banale, est de comprendre pourquoi l'Occident a eu le privilège de la création de « *marchés efficaces* »²⁰. À cet égard, ce sont les religions qui seraient des facteurs cruciaux permettant de comprendre les modalités ou l'échec du développement économique²¹. Il souligne, à cet égard, que les « *systèmes de croyances religieux comme le fondamentalisme islamique ont joué et jouent un rôle majeur dans l'orientation du développement social* »²² (souligné par nous).

Selon North, qui s'inspire d'une lecture de Greif, le « *monde islamique* » n'a pas élaboré des institutions permettant de favoriser les « *échanges impersonnels* » qui sont des conditions nécessaires de la croissance²³. On pourrait, certes, ouvrir un débat sur le rapport des différentes civilisations à leurs structures économiques, mais ce que vise North n'est pas tant l'islam comme *civilisation* que comme *religion*. Il assène le fait suivant, qui souligne la singularité, non pas de la *différence occidentale*, mais bien de la *différence chrétienne* : la « *structure de croyance du dogme chrétien était, malgré quelques exemples contraires bien connus, toute prête à évoluer dans des directions qui la rendait favorable à la croissance économique (...) les croyances chrétiennes ont graduellement engendré l'idée que la nature devait servir l'humanité et qu'il était donc possible et souhaitable de maîtriser l'univers dans un but économique* »²⁴. Évidemment, North cite alors explicitement Weber comme un couronnement de l'interprétation qu'il fait du rapport entre religion et économie, en regrettant, néanmoins, que celui-ci n'ait pas démontré ce qu'il fallait démontrer précisément : la relation entre comportements et institutions²⁵. North fait-il, toutefois, ce que Weber n'aurait pas fait ? À supposer que l'impersonnalité des échanges soit l'ingrédient critique du développement, il n'est nulle part démontré, rigoureusement

¹³ Douglass North, *Le processus du changement économique*, présentation par Claude Ménard, Editions d'organisation, 2005. Titre anglais originel : *Understanding the process of economic change*, 2005.

¹⁴ *Ibid.*, p. 15.

¹⁵ *Ibid.*, p. 74.

¹⁶ *Ibid.*, p. 13.

¹⁷ Le cas espagnol est un exemple favori de North allant dans ce sens : *ibid.*, p. 184.

¹⁸ *Ibid.*, p. 14.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*, p. 165.

²¹ *Ibid.*, p. 15.

²² *Ibid.*, p. 37. North pense que les religions expriment des « *contraintes démographiques/et de ressources* » propres aux sociétés. Cf. p. 175.

²³ *Ibid.* p. 175.

²⁴ *Ibid.*, p. 176.

²⁵ *Ibid.*, p. 174.

par North, que la théologie musulmane eût constitué un obstacle à cet égard²⁶. Il faudrait, ainsi, bien plus de travail pour démontrer que la sociologie des religions, *via* le prisme économique, soit une nouvelle carte du néoinstitutionnalisme.

L'efficacité de la rhétorique de North tient sans doute à cette confusion, que peut entretenir nos temps actuels, entre *l'islam comme politique* – ce fait récent qu'il prétend ancien et qu'il qualifie de « fondamentalisme islamique » - et *l'islam comme civilisation*. On pourrait avoir de bonnes raisons de penser que *l'islam politique*, en tant qu'idéologie justifiant le pouvoir d'une bourgeoisie militaire, comme c'est le cas en Iran par exemple en ce moment, peut être un facteur de cohésion d'un « capitalisme politique » dont la logique est essentiellement rentière et dont l'assise est un Etat néopatrimonial²⁷. Mais, dans d'autres parties du « monde musulman », à supposer que cet ensemble soit pertinent pour l'investigation économique, l'islam politique joue un rôle différent dans la dynamique sociale : il s'agit plus d'un produit d'une crise de la modernisation qu'une raison première de cette crise²⁸. Ce signifiant labile - « islam » - dont on ne sait trop si cela décrit une réalité politique, culturelle ou civilisationnelle, est utilisé comme pièce d'une rhétorique confusionniste que North dévoile en conclusion d'un ouvrage : « *Et l'agitation du monde musulman (à la fois à l'intérieur de ce monde et de ses frontières), jette une ombre épaisse sur les perspectives de l'humanité* »²⁹. Nous passons ici de la justification de l'impérialisme de l'économie, typique chez les néoinstitutionnalistes, à la justification implicite de l'impérialisme en général : le rôle des Etats-Unis et de leurs guerres préventives n'aurait-il pas, pourtant, quelque responsabilité décisive dans cette « agitation » qui menacerait l'humanité même ? Et, si l'humanité est menacée, en tant que telle, c'est plutôt en raison de l'interaction létale entre l'écosystème et l'économie capitaliste, tant vantée par North et ses épigones, qu'en raison de dérives fascisantes observables dans certaines parties de ce conglomerat problématique, le « monde musulman » ? La dérive idéologique manifeste, qui se dévoile, est le prix à payer de l'occultation du Capital par les néoinstitutionnalistes : nous pensons précisément à ces dynamiques historiques et concrètes par lesquels le capitalisme s'est constitué et se reproduit.

Il eût fallu sans doute prendre au sérieux les *mots* mêmes adoptés par North pour comprendre que le néoinstitutionnalisme n'est qu'un avatar de l'impérialisme de l'économie. Les « *économies politiques* »³⁰, qui sont au cœur de son analyse du développement, ne désignent que les logiques de l'organisation politique des sociétés ; l'économie politique est à comprendre comme *l'économie du politique*. Quant à l'« efficacité », elle renvoie à un état techno-économique où « *le marché présente les coûts de productions et de transaction les plus bas possibles* »³¹ : le lien est donc total entre « marché » et « efficacité » dans ce texte de 2005. Curieusement, North, maintenant, semble, dans ce passage, encore plus sous l'influence de l'économisme qu'en 1977 où, discutant de Polanyi,

²⁶ North, évoquant favorablement le travail de Weber, estime que « *l'origine religieuse de ces valeurs* » morales, qui fonde les codes commerciaux, est essentielle, et il affirme que les règles morales, qu'Adam Smith pose comme condition de la croissance - « *frugalité, industrie, honnêteté et fidélité* » -, ont été respectées par les Japonais. Comment ne pas penser, qu'à ce niveau de généralité, l'étude des croyances religieuses peut tout démontrer et ne pas dire grand chose, par conséquent, c'est-à-dire rien sur l'islam en particulier. Cf. *Ibid.*, p. 84.

²⁷ Jérôme Maucourant, « Le capitalisme en rationalité et politique, Orient et Occident », *Cités*, 41, 2010, pp. 15-34. Sur le cas de l'Iran comme société régie par un capitalisme monopoliste réglé politiquement, voir plus spécialement Ramine Motamed-Nejad, « Métamorphose du capitalisme iranien 1989-2006 », pp. 209-230, dans E. Lafaye de Michaux, E. Mulot, et Pépita Ould-Ahmed, *Institutions et développement*, Rennes, PUR, 2007, p. 210 et p. 213. Pour un autre point de vue, différent mais convergent quant à ce qui nous occupe, voir T. Coville, *L'économie de l'Iran islamique : entre ordre et désordres*, préface par M. Aglietta, Paris, l'Harmattan, 2002, p. 247 : « *Le système économique iranien ne fonctionne pas sur une logique de création de valeur ajoutée. On est véritablement en présence d'une logique de redistribution de la rente pétrolière entre l'Etat et les groupes sociaux qu'il entend favoriser en échange d'un soutien politique* ». Sur le rôle des fondations religieuses, voir *ibid.*, p. 33-34.

²⁸ « *la montée de l'islam politique [...] résistance à l'oppression [...] naît aussi de l'échec des Etats modernes et de l'égalitarisme des idéologies du progrès et, en ce sens, s'apparente à la montée des fascismes* ». Voir Samir Kassir, *Considérations sur le malheur arabe*, Actes Sud, 2004, p. 40.

²⁹ Douglass North, *Le processus du changement économique*, *op. cit.*, p. 216.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*, p. 33, n.2.

l'« efficacité » pouvait, tout de même, hiérarchiser, *selon le contexte*, les « modes de transaction », que sont la redistribution, la réciprocité et l'échange marchand³². La centralité logique et la supériorité intrinsèque de l'échange, précisément de l'échange tel que le met en forme le modèle des marchés ouverts et concurrentiels, structure le néoinstitutionnalisme. Cette pensée s'organise autour de la question centrale : comment se sont créés les « *marchés à coûts de transaction faibles* »³³ et pourquoi ne sont-ils pas la norme ?

On comprend que ces « économistes du politique » aient été incapables de théoriser une protection sociale efficace et peu coûteuse, ce que Krugman aura néanmoins le mérite de reconnaître, comme nous le verrons, et que naisse, sous leur plume, cet étonnant syntagme : le « *marché économique* »³⁴. La référence au marché n'est pas seulement le spectre moteur de l'approche à la North, c'est aussi une bonne façon de ne pas parler du Capital, de son monde et de son histoire. C'est de ce point de vue qu'il faut resituer la critique que North a pu produire de ces « *économistes néo-classiques* », naïvement attaché à un *laissez faire* intégral, c'est-à-dire à un *laissez faire* pouvant s'exercer en dehors du cadre habituel des institutions typiques que l'Occident a développé : les difficultés de la transition vers le capitalisme, dans la Russie des années 1990, le prouverait, selon lui, à l'envi³⁵. La critique de cette naïveté de ces « néoclassiques » vise surtout à souligner que, dans un laps de temps aussi court et compte tenu du poids du passé récent, les bonnes institutions ne s'imposent pas si aisément et si facilement. Il est presque surprenant que ces remarques de North, qui combinent aussi bien le simple bon sens que la croyance discutable en la centralité du marché, aient laissé penser qu'un changement théorique majeur se produise, actuellement, en économie, croyance qui demeure d'ailleurs assez forte chez certains sociologues ou historiens.

À cette surprise légitime, qu'on peut éprouver, un autre constat s'impose : au moment où tant de disciplines redécouvrent la question institutionnelle, via un économisme plus moins subtil, voilà que d'autres recherches remettent fortement en cause le primat des institutions : on pense aux thèses de Pomeranz. Celui-ci avance des arguments, qu'il faut discuter, pour expliquer que les contraintes environnementales expliquent « *une grande divergence* », celle qui s'est creusée entre la Chine et l'Angleterre à la fin du XVIII^e siècle³⁶. L'existence d'un empire – et pourquoi ne pas le dire d'un *impérialisme* – aurait été une autre façon de contourner ces contraintes. Évidemment, cette manière de dire que l'économie a l'histoire de sa géographie pose bien des problèmes. Mais, le néoinstitutionnalisme ne semble pas avoir beaucoup d'outils pour participer de façon féconde aux nouveaux débats décisifs du début de ce siècle³⁷. Une série de raisons vont en ce sens : le refus de penser les fondements anthropologiques de l'économie, ce qui n'aide pas à lutter contre l'ethnocentrisme ; l'occultation des rapports entre l'homme et la nature, des rapports de classes et des

³² Jérôme Maucourant, « Le néoinstitutionnalisme à l'épreuve de quelques faits historiques », *Economie Appliquée** (56), 3, septembre 2003, pp. 111-131.

³³ Douglass North, *Le processus du changement économique*, op. cit., p. 34.

³⁴ *Ibid.*, p. 33, n. 2 : ce marché est le modèle d'intellection du « marché politique » dont les nombreux biais expliqueraient les difficultés économiques et un manque d'ordre. Ces biais seraient éclairés par l'analyse en terme de « *coûts de transaction* » : nul hasard à ce que North juge « *relativement bas* » de tels coûts », relatifs au « *Congrès des Etats-Unis* » (cf. *ibid.* p. 79). Mais, est-il si évident que la structure institutionnelle américaine « *facilite les engagements sur longue période et rend(e) possible des engagements crédibles* » ? N'est-ce pas une lecture aussi rapide qu'apologétique de l'histoire politique américaine ?

³⁵ *Ibid.*, p. 108-109.

³⁶ Pomeranz estime nécessaire d'en revenir à des éléments de la démarche de Braudel, ceci contre « *l'influence de Douglass North et ses adeptes sur le monde de l'historiographie anglosaxonne* ». Cf. Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence – la Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel, 2010. Titre original anglais : *The Great Divergence: China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, 2000. Pomeranz a précisé que le titre français de ce livre est plus proche de la nature de son projet, cf. Congrès de l'Association française d'histoire économique (AFHE), Lyon, le Mercredi 20 octobre 2010.

³⁷ Le néoinstitutionnalisme, entre autres, se révèle « *en définitive peu ouvert à l'héritage de la World History et de l'école des Annales* » écrivent Philippe Beaujard, Laurent Berger et Philippe Norel, « Prologue – Par-delà l'eurocentrisme : les mondialisations et le capitalisme au prisme de l'Histoire globale », pp. 8-61, dans Philippe Norel, Laurent Berger, Philippe Norel, *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, Paris, la découverte, 2009, p. 13.

lutton sociales ; la focalisation sur ce qui relève de l'échange marchand ou de ses simulacres, le politique étant pensé via le syntagme du « marché politique ».

On pourrait objecter que la dernière grande contribution de North, qui s'inscrit dans un récent livre interdisciplinaire, combinant science économique, science politique et histoire, constituerait, sans doute, une rupture plus décisive que son inflexion théorique des années 1990. Se pourrait-il, à cet égard, comme se demandent les postfaciers de cet ouvrage, que « *reprenant le fil d'Adam Smith, Karl Marx, Max Weber* », North et ses co-auteurs contribuent à « *renouer avec l'économie politique* », ce qui signifie replacer « *le fait politique au centre du développement des sociétés* ». ³⁸ A n'en pas douter, l'heureuse contrainte interdisciplinaire réduit la dérive économiste immanente au néoinstitutionnalisme et participe d'un débat assurément plus fécond. Mais, l'opposition centrale du livre, qui est faite entre les « *Etats naturels* » ³⁹, où la création de rente stabilise la société, et la « *société d'accès ouvert* », fondée sur l'impersonnalité des règles, nous renvoie à la fructueuse (mais insuffisante) opposition que Weber fait entre « *capitalisme politique* » et « *capitalisme rationnel* » ⁴⁰. Fallait-en passer par ce problématique « détour de production », le néoinstitutionnalisme, pour en arriver là ?

Stiglitz ou l'errance de l'« idéalisme démocratique »

Ce qui est remarquable, en revanche, est la clarté du propos d'un Stiglitz. Voilà un économiste qui écrit, s'agissant de Polanyi : « *parce que la transformation de la civilisation européenne est analogue à la transformation ayant cours dans le monde aujourd'hui, il semble souvent que c'est comme si Polanyi s'adresse directement à la problématique actuelle (...) Les plus récentes crises financières ont rappelé aux générations actuelles les leçons que leurs grands-parents ont appris durant la Grande Dépression, à savoir, que l'autorégulation de l'économie ne fonctionne pas toujours aussi bien que ses partisans voudraient bien le faire croire* ». ⁴¹ Ce type de propos d'avant crise tranche, évidemment, avec le consensus qui régnait chez la plupart des économistes à propos des bienfaits de la déréglementation.

Stiglitz pense même la monnaie en termes de relations capital-travail, un genre d'audace fort peu néoinstitutionnaliste ... S'agissant de la situation américaine, il écrit : « *Car la Federal Reserve, sous couvert de sa célèbre indépendance, a essentiellement suivi les points de vue des marchés financiers. Elle a été infiniment plus à l'écoute de leur peur de l'inflation que de la crainte du chômage régnant dans le monde du travail, en dépit de son mandat* » ⁴². Imagine-t-on, ainsi, ce qu'aurait été la trajectoire prise par nombre d'études en macroéconomie, si l'on avait tenu pour raisonnable ce genre de proposition ? Or, dans les années 1990, il aurait été difficile pour un étudiant ambitieux, écrivant sa thèse de doctorat, de soutenir que les problématiques en terme d'« indépendance des banques centrales » tombaient dans un piège idéologique. C'eût été affirmer, *de facto* avec Stiglitz en 2002, que la politique monétaire a un contenu de classe, ce qui n'est pas très rentable académiquement.

³⁸ Nicolas Meisel, Jacques Ould Aoudia, « Postface », pp. 413-423, dans Douglass C. North, John J. Wallis, Barry Weinglast, *Violence et ordres sociaux*, Paris, Gallimard, 2010, p. 412 et 415. Titre Original : *Violence and Social Orders* (2009).

³⁹ Douglass C. North, John J. Wallis, Barry Weinglast, *Violence et ordres sociaux*, *op. cit.*, p. 13-14 et p. 391.

⁴⁰ Ces concepts sont exposés, sans malheureusement être suffisamment développés, dans Max Weber, (1991) *Histoire économique*, Paris, Gallimard. Titre original : *Wirtschaftsgeschichte- Abriss der universalen Social-und Wirtschaftsgeschichte* (1923) et dans cet autre ensemble de textes : Max Weber, (1998) *Economie et société dans l'Antiquité*, introduction de Hinnerk Bruhns, Paris, La découverte. Philippe Norel explore une voie intéressante, en expliquant que la problématique weberienne manque le fait précoce de « *l'interconnexion des économies* » (cf. Philippe Norel, (2009) *L'histoire économique globale*, Paris, Seuil, p. 195). D'ailleurs, cette question de l'émergence du capitalisme *via* la connexion entre commerce extérieur et marché intérieur, c'est-à-dire le développement d'un *commerce de marché*, est une thèse centrale de l'œuvre de Polanyi. En effet, selon cet auteur, le « commerce » (*trade*) n'est pas une institution marchande typique. Voir Karl Polanyi, (1975) « Commerce et commerçants », p. 137, dans M. Cangiani, J. Maucourant, *Essais de Karl Polanyi*, pp. 119-138, 2008.

⁴¹ Joseph E. Stiglitz (2001), "Foreword" dans K. Polanyi, *The Great Transformation. The Economic and Political Origins of our Time*, Boston, Beacon Press.

⁴² Joseph E. Stiglitz, (2003) *Quand le capitalisme perd la tête*, Le Livre de Poche, 2003, p. 167 (titre original : *the roaring nineties*).

Le discours que tient Stiglitz, depuis le début de la décennie 2000, ne constitue pas un retournement comparable à ce qu'on observe chez Krugman, comme nous le verrons : Stiglitz reste marqué par une assez grande confiance dans la capacité des marchés modernes, dans certaines conditions, à résoudre bien des difficultés traditionnelles du capitalisme. Son néokeynésianisme met en relief les imperfections du marché : il doute de la valeur des axiomes de la théorie traditionnelle. Il faudrait donc construire de nouveaux marchés où les nations échangeraient sur une base égalitaire et transparente et élaborer ainsi une politique visant à établir des marchés libres dans l'égalité des contractants. Il dénonce le rôle des subventions, que peuvent se permettre les pays riches, et qui écrasent les prix mondiaux de certaines marchandises, ce qui anéantit les profits que les pays sous-développés trouvent à la spécialisation internationale.

Toutefois, Stiglitz est pris dans le rêve d'une mondialisation capitaliste aussi égalitaire que problématique. En lieu et place de cette chimère, ne faudrait-il pas, plutôt, poursuivre une politique Sud-Sud en terme de division internationale du travail ? Ne faudrait-il pas aussi admettre que certaines politiques visant à l'autosuffisance en matière de biens alimentaires ou stratégiques ne sont pas un mal en soi, à un moment critique où la spéculation mondiale, peu satisfaite des rendements faits sur les marchés habituels, a déstabilisé des marchés cruciaux pour la subsistance de l'homme ? Keynes soutenait le protectionnisme pour des raisons encore plus politiques : « *La protection des intérêts qu'un pays possède à l'étranger, la conquête de nouveaux marchés et le développement de l'impérialisme économique sont des aspects difficiles à éviter d'un ordre de chose orienté vers la spécialisation internationale la plus poussée et la plus grande diffusion du capital* »⁴³. Depuis la Grande Guerre de 1914 et la guerre préventive en Mésopotamie en 2003, nous savons que l'« *internationalisme économique* », en effet, n'évite nullement la guerre⁴⁴.

Stiglitz affirme également que la théorie traditionnelle ne convient pas aux pays sous-développés, en raison de l'absence de protection sociale, de système juridique efficace *etc.*, bref d'*institutions* adaptées. S'agissant des pays en développement, il écrit de façon révélatrice : « *les marchés leur font défaut ; et souvent, quand ils existent, ils fonctionnent la plupart du temps imparfaitement. Les problèmes d'information sont légion, et les habitudes culturelles peuvent avoir d'importants effets sur les comportements économiques* »⁴⁵. Nous sommes ici très proche de l'analyse à la North, telle que nous l'avons exposée précédemment. C'est pourquoi, si Stiglitz reproche au Fonds Monétaire International sa démarche en terme de « *taille unique* », il ne va pas jusqu'à produire une critique radicale du statut même du taux d'intérêt dans le capitalisme, en général, et de l'« *efficience allocative* » de cette forme singulière de capitalisme, la dite « *économie de marchés financiers* ». Sinon, il contesterait frontalement l'idée selon laquelle le taux d'intérêt mesure la rareté du capital, en vertu du principe keynésien selon lequel ce taux est le tribut payé au désir de liquidité des possesseurs de capitaux. Stiglitz est bien un « *néokeynésien* » et nullement un vrai fils de Keynes, lui qui, après avoir remarqué que les marchés des capitaux sont normalement dans l'errance, car ils n'ont qu'eux-mêmes pour référence, écrivait que, dans « *l'intérêt même du public* » : « *La création d'une lourde taxe d'Etat frappant toutes les transactions se révélerait peut-être la plus salutaire des mesures permettant d'atténuer aux Etats-Unis la prédominance de la spéculation sur l'entreprise* »⁴⁶. Ainsi, le politique doit contrer l'entéléchie du Capital : la recherche de liquidité. La clef de la stabilisation financière n'est sûrement pas, de ce point de vue, la démocratisation du capitalisme qui est l'horizon de nos économistes *démocrates* à l'américaine.

Nul hasard, par conséquent, à ce que Stiglitz soutienne, l'idée d'un excédent des comptes publics en période d'expansion dans une « *économie comme celle des Etats-Unis, où il est difficile de susciter*

⁴³ J. M. Keyens, (1932), « L'autosuffisance nationale », traduit et présenté par Laurent Cordonnier, dans J. M. Keynes, *La pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard, pp. 199-200.

⁴⁴ Comme Keynes le notait déjà, cf. *ibid.*, p. 201.

⁴⁵ Joseph E. Stiglitz, (2002) *La grande désillusion*, Le Livre de Poche, 2003, p. 73 (titre original : *Globalization and its discontents*).

⁴⁶ cf. J. M. Keynes, (1936) *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1982, p. 172 (titre original : *General theory of Employment, Interest and Money*).

un haut niveau d'épargne privée »⁴⁷. Que cet auteur justifie cette assertion, en la faisant précéder par cette affirmation de bon sens - « *je crois fermement qu'il est important d'investir pour la croissance à long terme, notamment dans les nouvelles technologies* » - ne change rien à la bonne orthodoxie du propos. Clairement, il suggère que c'est l'épargne nette préalable de l'Etat, que signifie la réduction de son déficit ou la croissance de son excédent, qui permet des investissements supplémentaires. Ce faisant, il s'inscrit dans la tradition de « l'économie classique » (au sens de Keynes), qui va de Ricardo à Marshall, où l'épargne est un préalable de l'investissement. Ceci se fait concrètement par la baisse des taux de l'intérêt, toutes choses égales par ailleurs, qui doit suivre le remboursement de la dette publique. Ceci peut aussi résulter de l'achat, par l'Etat, d'actions de firmes privées⁴⁸. Le taux d'intérêt est donc investi de cette propension à régler la quantité du capital accumulé, alors que, rappelons-le, la signification du prix de l'argent doit être cherchée ailleurs, dans la peur des capitalistes vis-à-vis des variations de la valeur de leurs capitaux⁴⁹, c'est-à-dire dans le cadre même du capitalisme entendu comme *économie monétaire de production*. Plus généralement, Stiglitz est bien un « classique », à l'opposé de Keynes, qui tient que l'investissement finance l'épargne qui lui est nécessaire⁵⁰. A l'encontre du propos de Stiglitz, étant donné le caractère erratique du taux de profit anticipé⁵¹, nous soutenons que ce n'est pas la politique monétaire ou la réduction de dette publique à long terme qui est efficace, mais bien une politique de stimulation et de programmation de l'investissement.

Sur un plan plus philosophique, l'« idéalisme démocratique » que soutient Stiglitz⁵² est, au fond, un individualisme libéral à fondement religieux placé sous l'autorité explicite de Rawls. Mais, proclamer « *l'obligation morale reconnue par toutes les religions [de se] préoccuper du sort des pauvres* », occulte le travail du Capital dans la production de ces couples richesse-pauvreté et centre-périphérie. Un utilitarisme problématique se manifeste aussi chez cet auteur : « *Je pense aussi que, lorsqu'une société est moins divisée, tout le monde en bénéficie* », écrit-il. Or, on peut considérer que le fait même de certains clivages sociaux est une atteinte au droit de tous et que, en conséquence, *l'inégalité selon le Capital ne doit pas être dénoncé seulement lorsque l'économie en pâtit*. Quoi qu'il en soit, le clivage social croissant, dénoncé par Stiglitz, n'a pas globalement créé le sentiment que la société américaine s'en trouve lésée, au moins dans les échéances électorales précédant 2008. L'hégémonie culturelle et politique du « *conservatisme de mouvement* »⁵³, que décrit Krugman, est ici à prendre en compte.

Le grand retournement de Krugman

Bien que l'économiste ne doive pas avoir pour fonction nécessaire de *prédire* le moment d'une crise⁵⁴, son rôle est assurément de savoir à quoi nous expose un modèle de croissance économique. Curieusement, Krugman, alors qu'il dénonçait avec force et brio une inégalité croissante de la répartition des revenus dans son livre de 2007⁵⁵, ne reliait pas ce fait avec la question de la menace qui

⁴⁷ Joseph E. Stiglitz, (2003) *Quand le capitalisme perd la tête*, op. cit., p. 453.

⁴⁸ Devant la rapidité de la résorption du déficit des comptes publics dans les années 1990, l'administration Clinton envisageait, pour sauvegarder l'avenir des retraites garanties par l'Etat, que celui-ci devienne un investisseur important en titres négociables.

⁴⁹ D'où la préférence pour la liquidité comme *nexus* du régime capitaliste.

⁵⁰ En effet, l'investissement est identiquement égal à l'épargne, cf. J. M. Keynes, op. cit., p. 104 et : « *c'est l'extension de la production qui engendre l'accroissement de l'épargne* » (p. 325).

⁵¹ *Ibid.*, p. 317. Ce fait n'est pas démenti en nos temps hypermodernes.

⁵² Joseph E. Stiglitz, (2003) *Quand le capitalisme perd la tête*, op. cit., p. 490.

⁵³ Pour reprendre l'expression de Krugman.

⁵⁴ Krugman, au moment de la crise de 2008, fut autant terrifié que surpris par l'ampleur du choc. Il est ainsi rapporté, le 13/10/2008, sous le titre : *L'économiste américain Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008, « s'est déclaré « terrifié » lundi par la crise financière actuelle qui lui rappelle la dépression des années 1930* » ; « *Ca s'annonce mieux qu'il y a cinq jours, mais la crise financière me terrifie* », a confié le lauréat à l'agence de presse suédoise TT ; « *Je n'aurais jamais cru voir se répéter 1931 de mon vivant, mais cette crise m'y fait penser à bien des égards* », a-t-il ajouté (<http://www.levif.be/actualite/monde/72-58-23936/paul-krugman---la-crise-financiere-me-terrifie-.html>).

⁵⁵ Paul Krugman, (2007) *L'Amérique que nous voulons*, traduit par Paul Chemla, Paris, Flammarion, 2008 (titre original : *The conscience of a Liberal*).

pèse sur *tout* capitalisme : la crise des débouchés. Il va de soi que l'effondrement de l'épargne aux Etats-Unis a masqué longtemps ce problème, en transférant une contradiction habituelle du Capital, c'est-à-dire vendre en payant le moins possible les travailleurs-consommateurs, en une contradiction nouvelle, opposant centre et périphérie, où la difficulté est que la périphérie accepte que ses surplus commerciaux financent indéfiniment la dépense américaine. En bref, il faut que l'Asie troque son travail à l'exportation contre du papier émis par les Américains et se satisfasse le plus longtemps possible de cette sujétion, forme actuelle du seigneurage. Sans la position centrale du dollar, il ne serait pas possible de transférer cette contradiction interne aux Etats-Unis au niveau du monde lui-même. Mais, il demeure que tout repose finalement sur la *qualité* de la dette contractée aux Etats-Unis, qui peut circuler aisément dans le capitalisme d'aujourd'hui.

La question sociale ne devenait jamais, pour Krugman, un problème économique, dans son ouvrage de 2007, comme si le Capital pouvait s'exonérer durablement et à bon compte de son refus essentiel de reconnaître la valeur créatrice du travail humain. Le problème lui semblait donc, pour l'essentiel, celui des conséquences sociales calamiteuses de l'économie néolibérale⁵⁶, non celui de cohérence macroéconomique de cette nouvelle forme de capitalisme. La raison nous semble simple : elle résidait dans la croyance en la capacité du capitalisme contemporain à faire de la dette une marchandise vendable selon une bonne mathématique du risque. Tout se passait, alors, comme si la question des débouchés de la production était dépassée.

Maintenant, Krugman prône un contrôle étatique de la finance, de larges nationalisations des banques, une progressivité forte de l'impôt et admet même que la mondialisation a eu une incidence sur la déflation salariale, bien loin des propos qui avait obtenu l'assentiment de ses collègues durant les années 1990⁵⁷. Ainsi, sa déclaration « *Les économistes deviennent plus politiques en vieillissant* »⁵⁸ signifie, en réalité, que la distance croissante par rapport à certaines nécessités professionnelles permet un autre rapport à l'idéologie régnante. Mais, avant que cette parole savante se libère, avant qu'elle nous renseigne sur le capitalisme réellement existant, elle n'aura pas fait simplement l'apologie d'un libre-échange qui, accroissant les inégalités, a augmenté dangereusement la dette privée pour maintenir paix sociale et profits. Elle aura, également, participé, en effet, à l'élaboration intellectuelle de la doctrine dite de la « thérapie de choc », celle qui légitimera la politique néolibérale conduisant la Russie vers l'effondrement en 1997, avant la montée d'une sorte de « capitalisme politique » (selon l'expression de Weber) marqué par l'autoritarisme⁵⁹.

Imagine-t-on quelle évolution aurait pu prendre la science économique si, bien plus jeunes et encouragés dans cette voie, des économistes eussent osé prétendre que la croissance de l'inégalité avait résulté d'un changement des normes en vigueur, voire d'un changement dans les rapports de force entre groupes sociaux ? Imagine-t-on beaucoup d'économistes osant trouver des fondements extra-économiques à certains phénomènes économiques, osant ainsi contrer le néoinstitutionnalisme à la North des années 1970-1990, qui nous faisait considérer les explications non-économiques comme étant des explications *ad hoc* ? Se représente-t-on ceux-ci, prenant le temps d'écrire des livres et non des articles, seule pièce valable aux yeux de l'Académie, de façon à se contraindre à avoir des images

⁵⁶ Cf. *ibid.* p. 284, ses développements sur la crise du système de santé aux Etats-Unis et son éloge du modèle français.

⁵⁷ Voir Paul R. Krugman, (1996) *La Mondialisation n'est pas coupable – Vertus et limites du libre-échange*, Paris, La découverte, 2000 (titre original : *Pop internationalism*), qui célèbre la pensée économique dominante. Mais, Paul. R. Krugman, (2007) *Trade and Inequality, revisited*, 15 juin, écrit : « *What all this comes down to is that it's no longer safe to assert, as we could a dozen years ago, that the effects of trade on income distribution in wealthy countries are fairly minor. There's now a good case that they are quite big, and getting bigger* » (<http://www.voxeu.org/index.php?q=node/261>). Nous avons tiré cette citation de Jacques Sapir, « Une décennie prodigieuse. La crise financière entre temps court et temps long », *Revue de la régulation* [En ligne], n°3/4 | 2e semestre 2008, mis en ligne le 30 septembre 2008.

⁵⁸ Paul Krugman, « *Les économistes deviennent plus politiques en vieillissant* », *Libération*, le 14 octobre 2008 (Entretien du 8 août 2008).

⁵⁹ Voir la participation de P. Kugman au livre d'Oliver Blanchard, Rudiger Dornbush, Paul Krugman, Richard Layard et Lawrence Summers (1991), *Reform in Eastern Europe*, Cambridge, Mass., MIT Press. Jacques Sapir analyse ce livre comme la « *Campagne de Russie des économistes standard* » légitimant également un « *marché sans institutions* » (Jacques Sapir, 2002, *Les économistes contre la démocratie*, Albin Michel, p. 28 et 36).

plus globales des objets étudiés ? Ce type d'hypothèse forte, qu'on a peine à imaginer depuis les années 1980, est le fait de Krugman dans *The conscience of a liberal*, paru en 2007. Il y affirme que l'explosion des inégalités, la « *grande divergence* », ne doit presque rien à la nature du progrès technique, qui réduirait la demande de travail déqualifié. Ce faisant, il s'oppose, par exemple, à Lazear⁶⁰ et aux écrits des années 1990 de Jensen⁶¹. L'argument de Krugman est simple : l'essentiel des gains de la croissance est allé, depuis trente ans, non aux instruits mais à « *un tout petit groupe d'individu extrêmement bien payés* »⁶². Ce constat est fort ennuyeux à certains égards, car il ne permet plus de naturaliser l'inégalité du monde selon le Capital, ce que Krugman reconnaît parfaitement à sa façon⁶³. Il faut donc reconnaître que cette mince classe sociale, la classe dirigeante, a gagné une bataille politique et culturelle, légitimant la remontée des inégalités. De la même façon que la *grande divergence* dans la répartition des richesses a une cause politique, la *grande compression* trouvait son origine dans le *New Deal* et la Seconde Guerre Mondiale⁶⁴.

Une pensée française dans la mondialisation (Pierre Dockès)

En 2007, Pierre Dockès, dans un ouvrage nous invitant à ne pas craindre une bonne mondialisation capitaliste⁶⁵, affirme que le protectionnisme européen aurait des conséquences « *non négligeables* » et que la mondialisation mettrait seulement en évidence nos faiblesses. Le modèle allemand est célébré, alors que la baisse du salaire réel, consubstantielle à cette stratégie d'exportation du chômage, n'est pas mentionnée⁶⁶. Pour le reste, l'auteur est tout à fait dans la veine du Krugman des années 1990, alors que le contexte américain pouvait expliquer que les problèmes de la mondialisation libérale fussent négligés. Le danger de la mondialisation financière est évoqué par Pierre Dockès, mais trop brièvement⁶⁷ : il ne semble pas reconnaître que cette forme de la mondialisation est une composante décisive de la mondialisation en général dont il se fait le chantre. Sans disséminer ses dettes dans le monde, sans rendre liquide ses créances, le capitalisme bancaire américain n'aurait pas développé, en effet, son activité de prêt avec l'énergie qu'on sait. Sans ce marché financier si attractif parce qu'inventif, les Etats-Unis n'aurait pas bénéficié de toute l'épargne du monde. Plus encore, comment est-il possible de minorer les effets de la mondialisation sur la répartition des revenus, ce que n'ose plus faire Krugman ? Bien qu'attaché au keynésianisme, Pierre Dockès ne tire donc pas toutes les conséquences de cette pensée majeure qui est, en réalité, contradictoire avec le libre-échange, fût-il organisé par l'Etat. Or, aujourd'hui, être keynésien implique la défense et illustration d'un « *protectionnisme social et écologique* », comme celui que défend Jacques Sapir.

Certes, le dumping social et fiscal, typique de l'Union européenne, est dénoncé comme une cause de nos difficultés. Mais, *L'enfer, ce n'est pas les autres* ne nous permet pas de comprendre ce qui, dans

⁶⁰ Paul Krugman, (2007) *L'Amérique que nous voulons*, op.cit., p. 159.

⁶¹ *Ibid.*, p. 177. Toutefois, alors que Jensen craignait que « *ces gars-là [les PDG] ne soient pas assez payés* », il est maintenant « *troublé* » (p. 179).

⁶² *Ibid.*, p. 165.

⁶³ *Ibid.*, p. 161 : « L'hypothèse SBTC [skill-biased technical change] est de celle qui permet aux économistes de se sentir à l'aise : tout est question d'offre et de demande, sans qu'il soit besoin de faire intervenir le genre de sujet dont la sociologie parle mais que l'économie a bien du mal à intégrer dans ses modèles – les institutions, les normes, le pouvoir politique ... [...] avec l'hypothèse SBTC, la hausse de l'inégalité n'est la faute de personne. Elle est le pur effet de la technologie, qui œuvre par le biais de la main invisible ». Ce faisant, Krugman démontre que l'on peut finalement effectuer un travail sérieux et suffisamment scientifique sans réduire à la totalité des faits sociaux à des calculs coût-avantage (ce que le langage dominant nomme « économie »).

⁶⁴ L'Etat rooseveltien en est venu à contrôler les prix durant la guerre ainsi que « *dicter le niveau des salaires au secteur privé* » (ibid. p. 69) vers un sens égalitaire. Krugman commente ainsi : « *Et le plus stupéfiant, c'est que ça a tenu [...] aucune des conséquences néfastes qu'on aurait pu attendre d'un nivellement radical des revenus ne s'est concrétisée* » (ibid. p. 69-70).

⁶⁵ Qui a reçu le prix du Sénat.

⁶⁶ Pierre Dockès, (2007) *L'enfer, ce n'est pas les autres – bref essai sur la mondialisation*, Paris, Descartes & cie, p. 59.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 145.

l'eurolibéralisme régnant, pourrait mettre fin à cette concurrence fiscale délétère ?⁶⁸ La réalité est que la convergence fiscale n'est pas permise par les traités existant. Ceci n'a rien d'étonnant : l'Union s'est parfois officiellement félicitée de ce que la concurrence fiscale optimise les taux de prélèvement. Pierre Dockès aurait pu maintenir – nous semble-t-il – ses thèses « néoluxembourgistes » des années 1970-1990⁶⁹ : « *Une politique alternative à la désinflation compétitive suivie ne France suppose une remise en cause du libre-échange. Elle est coûteuse, mais sera, probablement, inévitable à terme, pour des raisons sociales* ». Dans un livre écrit dès 1975, *L'international du Capital*, ayant conscience que la vieille Gauche sous-estimait l'interdépendance économique⁷⁰, il proposa même des politiques volontaristes impliquant des formes de protectionnisme raisonné⁷¹.

Conclusion - Par-delà l'offre et la demande -

Stiglitz et Krugman, solidaires généralement de la politique de Clinton (1992-2000), ont concentré le feu de leurs critiques sur les dérives du Parti Républicain au pouvoir après 2000. Pourtant, la déréglementation avait connu une accélération durant les deux mandats de Clinton, notamment au moment où Lawrence Summers est aux affaires⁷². Ces remarques n'enlèvent rien aux travaux remarquables de Stiglitz et Krugman, mais visent simplement à faire remarquer que ceux-ci font l'impasse sur des points essentiels, comme la capacité des marchés, fussent-ils « bons », à remédier aux contradictions essentielles du capitalisme, comme l'assimilation des subventions à un mal « faussant » le jeu de la concurrence, *etc.* Ce qui fait problème dans les conceptions de Krugman et Stiglitz, c'est l'idée implicite que le marché est fondamentalement régulateur, même s'ils reconnaissent que les conditions d'un bon fonctionnement des marchés ne sont que rarement réunies. Le cas de North est très semblable, à cet égard. Ce faisant, leur focalisation sur la question du marché occulte efficacement une vraie question, celle de l'*appropriation capitaliste* de l'homme, de la société et de la nature.

De ce point de vue, la *mentalité de marché* est une expression du règne du Capital qui empêche de penser un au-delà de l'offre et de la demande, un au-delà de marchés dont on organiserait la perfection. Prisonniers de cette croyance irénique, selon laquelle le marché est l'institution formellement neutre organisant le monde économique, de la même façon que la démocratie parlementaire structure l'univers politique, les meilleurs des économistes de l'école dominante rêvent

⁶⁸ *Ibid.*, p.131. Pierre Dockès imagine « *une norme européenne en matière fiscale et sociale* », dont les Etats ne pourraient pas s'éloigner, de façon à éviter la « *concurrence institutionnelle* ». Toutefois, c'est bien ce type de concurrence qui est dans l'esprit et la lettre des traités de l'Union européenne. Par ailleurs, s'agissant du néomercantilisme allemand de ce début de siècle, on peut se référer à Rémi Colliat, « *Le modèle allemand dans l'intégration européenne* », Colloque « Heurs et malheurs du capitalisme », soutenu par l'*Association Charles Gide pour la Pensée Economique* (ACGPE) et par l'*Association Oeconomia*, 4 février 2011, Chamalières.

⁶⁹ Cf. L'entête du journal *Le Monde* de Pierre Dockès, « *Les difficultés de l'alternative* », *Le Monde*, novembre 1994. À la fin du texte, l'auteur souhaite « *ralentir* » pour nous éviter un « *précipice* », c'est-à-dire « *enrayer le fonctionnement du libre fonctionnement des marchés concurrentiels, et d'abord au niveau devenu crucial des marchés de capitaux* ». Cette proposition nous semble très actuelle ...

⁷⁰ P. Dockès, *L'international du Capital*, Paris, PUF, 1975, p. 263.

⁷¹ *Ibid.*, p. 274.

⁷² Il est symptomatique de noter que Stiglitz, parfois très dur envers le FMI, évoque le cas de Summers avec une économie de mots. Et pourtant, ce démocrate craignait, alors qu'il était aux affaires sous l'administration Clinton, que la « *fonction de découverte du prix* » ne fût affectée par la réglementation, comme le rappelle si justement Stiglitz lui-même. Pour ne pas amoindrir ces « *incitations à la collecte d'information* », Summers « *résista aux appels de rendre plus transparents* (les fonds spéculatifs et les centres bancaires extraterritoriaux) ». Il fut l'artisan en 1999 de l'abrogation d'une mesure emblématique du New Deal (si cher à Obama), le *Glass-Steagall Act*, qui « *interdit aux banques de dépôts d'intervenir sur les marchés financiers* ». On connaît la suite : « *l'interconnexion généralisée qui transforme un choc d'ampleur limitée, les subprimes, en une crise majeure via la propagation du marché immobilier aux marchés de dettes titrisées puis aux bourses de valeurs jusqu'au marché interbancaire* » (André Orléan, « *Au-delà de la transparence de l'information, - contrôler la liquidité* », *Esprit*, Novembre 2008 : <http://www.esprit.presse.fr/review/article.php?code=14657>). Le paradoxe savoureux est qu'Obama, qui n'a eu de cesse que de dénoncer l'ère Bush, a fait un temps de Summers l'un de ces conseillers, comme si les promoteurs du « *fanatisme du marché* » (pour reprendre la belle expression Stiglitz) devaient être nécessairement chargés de réparer les dégâts des monstres qu'ils ont eux-mêmes enfantés ... Pour une mise en perspective théorique de la question du capitalisme financier et de la liquidité, cf. André Orléan, *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 1999.

l'oxymore d'un *capitalisme démocratique*. Nous avons ici affaire, finalement, à un fantasme légitimant, à son corps défendant, à la machine inégalitaire du Capital, car ces économistes oublient que le capitalisme est un système de démesure et que l'égle liberté de tous est la vraie condition de la liberté de chacun. Comme l'inégalité peut atteindre au principe même de la liberté, comme l'égle liberté de tous est la vraie condition de la liberté de chacun, comme il faut tendre vers ce point où liberté et égalité se confondent, il s'en suit que le principe du marché ne peut être qu'une pièce d'un dessein commun qui établit la pluralité principielle des modes d'appropriation : le commun et ses modalités associatives, le public et le privé. C'est, ainsi, que l'on peut économiquement donner du corps à *la domination de la domination*⁷³, exigence fondatrice du Pacte Social d'une bonne société. La question du rôle des économistes, notamment ceux des économistes attachés à l'histoire des idées et des faits économiques, peut être éclairée par cette perspective générale.

Pierre Dockès, justifiant son intérêt pour l'histoire économique, a fort justement écrit ceci : « *Pourquoi rechercher les causes de la fin de l'esclavage antique ? Parce que comment et pourquoi finit l'esclavage au Haut-Moyen Age n'est pas indifférent pour qui croit possible la fin du salariat* »⁷⁴. Cette formule, qui peut sembler très radicale, a néanmoins l'avantage d'explicitier l'intérêt qui guide la volonté de connaître. C'est d'ailleurs, exactement, la démarche de Polanyi, qui concevait l'histoire économique comme une immense réserve d'outils permettant de nous libérer de ces évidences aliénantes que constituent, par exemple, la mentalité de marché, l'idée que le pouvoir en soi est un mal, ou encore le préjugé qui veut qu'il n'est pas d'alternative à la folie totalitaire et au néolibéralisme⁷⁵. Par ailleurs, Pierre Dockès estimait aussi, avec raison, dans le même ouvrage, que les luttes sociales étaient déterminantes pour la genèse de nouveaux rapports sociaux ; en effet, l'air du temps des années 1970, qui pouvait trouver sa traduction dans une langue libérale ou néoclassique, voulait que les conflits sociaux fussent, au mieux une catalyse permettant le développement des « forces productives », périodiquement entravées par des « rapports sociaux de production » obsolètes. Il ne s'agissait pas, bien sûr, de refuser l'exigence théorique de comprendre les conséquences des *déterminations* techniques mais de mettre justement en cause une vision de la société fondée sur le *déterminisme* technique, qui ne ferait que rendre fonctionnel les rapports sociaux⁷⁶.

On peut penser que ce type de considération n'a rien perdu de son actualité : ne faut-il pas remettre en cause ce doublet ravageur « spontanéité du marché – naturalité de la technique », qui hante trop souvent l'arrière-fond des préoccupations en économie, comme le montre ce que Krugman dit, maintenant, de l'origine des inégalités aux Etats-Unis ? Toutefois, on peut être plus réservé que Pierre Dockès, trop confiant dans la capacité de certains « nouveaux » outils de la science économique à résoudre les grands problèmes théoriques⁷⁷. Et l'on doit craindre que perdure un economicisme, qui alimente des débats que l'on devrait dépasser⁷⁸. Mais, en vertu de la persévérance de recherches post ou néo-marxiennes, de celles qui sont issues d'un retour à la problématique de l'institutionnalisme des origines, en général, et de l'œuvre de Polanyi, en particulier, il est possible de retravailler sur des chantiers, qui sont loin d'être achevés. Les trois décennies difficiles (1980-2010) pourront, de ce point

⁷³ Comme l'écrit Miguel Abensour, « Lire Saint-Just », pp. 9-100 dans A. Saint-Just, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 2004, p. 48.

⁷⁴ Pierre Dockès, *La Libération médiévale*, Flammarion, 1979, p. 7.

⁷⁵ Or, celui-ci, atomisant les liens sociaux et les consciences, pave la voie des totalitarismes.

⁷⁶ Dans un texte ultérieur, Pierre Dockès, en collaboration avec Bernard Rosier, a précisé sa conception du développement socioéconomique selon une dialectique « innovation-conflit », laquelle pourrait être intégrée, aujourd'hui, dans une vision institutionnaliste (en intégrant les représentations collectives) : « *Alors, comme aujourd'hui, les changements techniques ne représentent pas le progrès technique, mais une des formes contingentes que celui-ci peut prendre pour un état donné des connaissances scientifiques : l'innovation est une production sociale et la nouvelle domination du groupe des entrepreneurs fit que ses besoins façonnèrent l'offre de produits nouveaux* » (soulignés par les auteurs). Cf. Pierre Dockès P. & Bernard Rosier, *L'histoire ambiguë – croissance et développement en question*, Paris, PUF, p. 127.

⁷⁷ Voir P. Dockès, « La nouvelle économie institutionnelle, l'évolutionnisme et l'histoire », *Revue Européenne de sciences sociales*, n°110, 1998, pp. 77-96 et P. Dockès, *Pouvoir et autorité en économie*, Paris, Economica, 1999.

⁷⁸ Jérôme Maucourant, « Le néoinstitutionnalisme à l'épreuve de quelques faits historiques », *Economie Appliquée* (56), 3, septembre 2003, pp. 111-131.

de vue, être rétrospectivement pensées comme une parenthèse prévisible, après des années 1960-1970 qui furent si florissantes pour la pensée critique. En ce qui nous concerne, cela renvoie à deux questions : quel est le rôle des marchés dans l'histoire et dans les diverses sociétés ? Contre l'école néoinstitutionnaliste, ne faut-il pas écrire une histoire économique qui ne soit pas un récit des simulacres du Marché⁷⁹ ?

⁷⁹ Voir J. Maucourant J. et Tinel, « Le capital et la question nationale », *Actuel Marx*, 2008, 43, pp. 140-153.

Bibliographie

- Abensour M., (2004) « Lire Saint-Just », pp. 9-100 dans A. Saint-Just, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard.
- Beaujard P., Berger L., Norel P., (2009) « Prologue – Par-delà l'eurocentrisme : les mondialisations et le capitalisme au prisme de l'Histoire globale », pp. 8-61, dans Philippe Norel, Laurent Berger, Philippe Norel, *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, Paris, la découverte.
- Bricmont J., Sokal A., (1997) *Impostures intellectuelles*, Paris, Odile Jacob.
- Brisset N., (2010), « Une lecture performativiste de Karl Polanyi », XIIIe colloque international bisannuel de l'Association Charles Gide pour l'Étude de la Pensée Économique (A.C.G.E.P.E.), organisé par le PHARE (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), « Les institutions dans la pensée économique », du 27 au 29 mai 2010 à Paris⁸⁰.
- Colliat R., (2011) « Le modèle allemand dans l'intégration européenne », Colloque « Heurs et malheurs du capitalisme », soutenu par l'Association Charles Gide pour la Pensée Économique (ACGPE) et par l'Association Oeconomia, 4 février, Chamalières⁸¹.
- Cot A., (1988), *L'économie hors d'elle-même – essai sur le néo-utilitarisme*, deux tomes, thèse d'état dirigée par H. Brochier, Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne).
- Coville T., (2002) *L'économie de l'Iran islamique : entre ordre et désordres*, préface par M. Aglietta, Paris, l'Harmattan.
- Dockès P., (1975) *L'international du Capital*, Paris, PUF.
- Dockès P., (1979) *La Libération médiévale*, Flammarion.
- Dockès P., (1998) « La nouvelle économie institutionnelle, l'évolutionnisme et l'histoire », *Revue Européenne de sciences sociales*, n°110, 1998, pp. 77-96.
- Dockès P., (1999) *Pouvoir et autorité en économie*, Paris, Economica, 1999.
- Pierre Dockès, (2007) *L'enfer, ce n'est pas les autres- bref essai sur la mondialisation*, Paris, Descartes & cie.
- Dockès P., Rosier B., (1988) *L'histoire ambiguë – croissance et développement en question*, Paris, PUF.
- Halimi S., (2005) « Pour démanteler l'Etat-providence - L'éternelle quête du modèle étranger », *Le Monde diplomatique*, Octobre⁸².
- Jorion P., (2006) « L'endettement excessif aux États-Unis et ses raisons historiques », *Revue du MAUSS*, 2006/1 (no 27), pp. 322-342.
- Jorion P., (2009) *La crise du capitalisme américain*, Editions du croquant.
- Kassir S., (2004) *Considérations sur le malheur arabe*, Actes Sud.
- Keynes J-M., (1933), « L'autosuffisance nationale », traduit et présenté par Laurent Cordonnier, dans J. M. Keynes, *La pauvreté dans l'abondance*, préface de Jean-Paul Fitoussi et Axel Leijonhufvud, Paris, Gallimard, pp. 199-200. Titre anglais original : « *National self-sufficiency* ».
- Keynes J-M., (1936) *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1982, p. 172. Titre original : *General theory of Employment, Interest and Money*.
- Krugman P., (1996) *La Mondialisation n'est pas coupable – Vertus et limites du libre-échange*, Paris, La découverte, 2000 (titre original : *Pop internationalism*),
- Krugman P., (2007) *L'Amérique que nous voulons*, traduit par Paul Chemla, Paris, Flammarion, 2008. Titre original : *The conscience of a Liberal*.
- Maucourant J., (2003) « Le néoinstitutionnalisme à l'épreuve de quelques faits historiques », *Economie Appliquée* (56), 3, pp. 111-131.
- Maucourant J., (2010) « Le capitalisme en rationalité et politique, Orient et Occident », *Cités*, 41, pp. 15-34.

⁸⁰ <http://colloquegide2010.univ-paris1.fr/IMG/pdf/Brisset.pdf>

⁸¹ <http://formation.ac-clermont.fr/paf/cadres/doc/programme-colloque-4-2-2011.pdf>

⁸² <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/10/HALIMI/12813>

Maucourant J., Tinel B., (2008) « Le capital et la question nationale », *Actuel Marx*, 43, pp. 140-153.

Motamed-Nejad R., (2007) « Métamorphose du capitalisme iranien 1989-2006 », pp. 209-230, dans E. Lafaye de Michaux, E. Mulot, et Pépita Ould-Ahmed, *Institutions et développement*, Rennes, PUR, 2007

North D-C., (2005) *Le processus du changement économique*, Editions d'Organisation, Paris, 2005. Titre original : *Understanding the process of economic change*.

North D-C, Wallis J-J, Weinglast B., (2009) *Violence et ordres sociaux*, Paris, Gallimard, 2010. Titre Original : *Violence and Social Orders*.

Polanyi K., (1947) « La mentalité de marché est obsolète », pp. 505-519, dans M. Cangiani, J. Maucourant eds., *Essais de Karl Polanyi*, Paris, Seuil, 2008. Titre original anglais : « Our obsolete market mentality ».

Polanyi K., (1957), « L'économie en tant que procès institutionnalisé », pp. 53-77, dans M. Cangiani, J. Maucourant eds., *Essais de Karl Polanyi*, Paris, Seuil, 2008. Titre original anglais : « The economy as instituted process ».

Polanyi K., (1975) « Commerce et commerçants », pp. 119-138, dans M. Cangiani, J. Maucourant, eds., *Essais de Karl Polanyi*. Titre original anglais : *Traders and Trade*.

Pomeranz K., (2000) *Une grande divergence – la Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel, 2010. Titre original anglais : *The Great Divergence: China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*.

Norel P., (2009) *L'histoire économique globale*, Paris, Seuil.

Orléan A., (1999) *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob.

Orléan A., (2008) « Au-delà de la transparence de l'information, - contrôler la liquidité », *Esprit*, Novembre⁸³.

Orléan A., (2009) « Allocution du président de l'AFEP », *Journée de lancement de l'AFEP*, vendredi 22 janvier 2010, <http://www.assoekonomiepolitique.org/spip.php?article35>, consulté le 2 février 2011.

Sapir J., (2002), *Les économistes contre la démocratie*, Paris, Albin Michel.

Sapir J., (2008) *Le nouveau XXIème siècle – du siècle américain au retour des nations*, Paris, Seuil.

Sapir J., (2008) « Une décade prodigieuse. La crise financière entre temps court et temps long », *Revue de la régulation* [En ligne], n°3/4 | 2e semestre, mis en ligne le 30 septembre 2008.⁸⁴

Stiglitz J. E., (2002) *La grande désillusion*, Le Livre de Poche, 2003, p. 73 (titre original : *Globalization and its discontents*).

Stiglitz J. E. (2001), "Foreword" dans K. Polanyi, *The Great Transformation. The Economic and Political Origins of our Time*, Boston, Beacon Press.

Stiglitz J-E, (2003) *Quand le capitalisme perd la tête*, Le Livre de Poche, 2003. Titre original : *the roaring nineties*.

Veblen T., (1919) *The place of science in modern civilization and other essays*, New York, Viking Press.

Weber M., (1923) *Histoire économique*, Paris, Gallimard. Titre original : *Wirtschaftsgeschichte- Abriss der universalen Social-und Wirtschaftsgeschichte* (1991).

Weber M., (1998) *Economie et société dans l'Antiquité*, introduction de Hinnerk Bruhns, Paris, La découverte.

⁸³ <http://www.esprit.presse.fr/review/article.php?code=14657>

⁸⁴ <http://regulation.revues.org/index4032.html>